

Info L up


La lettre d'information sur le loup et les activités d'élevage

n°22
Mai
Juin
2018

Dernière minute

- ◆ **Projet de décret portant désignation et fixant les attributions du préfet coordonnateur du plan national d'actions sur le loup.**

Téléchargez le décret et accédez à la consultation publique ouverte du 10 juillet au mercredi 1er août 2018 à midi sur :

 [le site de ministère de la transition écologique et solidaire.](#)

Actualités

- ◆ **Situation du loup sur le territoire national : le suivi hivernal du réseau loup/lynx de l'ONCFS confirme un effectif de 430 individus.**

Voir p. 12.

- ◆ **Le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet coordonnateur pour le loup et les activités d'élevage, a signé le 25 juin 2018, un arrêté actualisant le nombre maximum de spécimens de loups (*Canis lupus*) dont la destruction est autorisée en 2018, le portant à 43 animaux, en application de l'arrêté du 19 février 2018 fixant le nombre maximum de spécimens de loups (*Canis lupus*) dont la destruction pourra être autorisée chaque année.**

Cet arrêté, qui s'appuie sur les derniers résultats de suivi de la population de loups produits par l'ONCFS, a été publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Auvergne-Rhône-Alpes et sur le site internet de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes.

Sommaire

Coordination du plan loup	p. 2
Bilans	
Données sur les dommages	p. 4
Protocole	p. 5
Cas de mort de cause indéterminée	p. 5
Zoom sur... la communication des DDT(M)	p. 6
Chiens de protection	
◆ Formation des éleveurs et bergers dans le Devoluy	p. 8
◆ Information et échanges :	
- dans les Alpes-de-Haute-Provence	p. 9
- dans les Alpes-Maritimes	p. 10
Juridique	p. 11
Suivi de la population de loups	p. 12



Coordination

Dates marquantes

- 3 mai 2018 : Réunion d'un groupe de travail concernant les zones difficilement protégeables à l'intérieur des fronts de colonisation à La Canourgue, Lozère.
- 7 mai 2018 : Réunion d'information et d'échanges sur le loup et les activités d'élevage à la préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Lyon.
- 28 mai 2018 : Rencontre par le directeur de la DRAAF, à leur demande, des représentants du Réseau pastoral des Alpes et du CERPAM. Les principaux points abordés ont été l'accompagnement technique des éleveurs et la vérification de la mise en œuvre des mesures de protection.
- 31 mai 2018 : Journée régionale de présentation et de discussion autour des nouvelles dispositions du plan national d'actions sur le loup et les activités d'élevage 2018-2023 avec les départements de la région Bourgogne-Franche-Comté.
- 2 juin 2018 : Participation du préfet coordonnateur au Congrès de l'association régionale des lieutenants de louveterie Auvergne-Rhône-Alpes qui s'est tenu à Saint-Vulbas dans l'Ain. Le sujet du loup a été largement abordé.
- 7 juin 2018 : Courrier du préfet coordonnateur aux préfets de département leur demandant d'organiser le contrôle par les agents des DD(CS)PP et de l'ONCFS de tous les établissements détenant des loups implantés dans leur département.
- 9 juin 2018 : Participation du préfet coordonnateur à l'Assemblée générale de la fédération régionale des chasseurs Auvergne-Rhône-Alpes dans l'Ain.
- A cette occasion, la question du loup a été également particulièrement évoquée.
- 22 juin 2018 : Présentation de la stratégie de communication du plan national d'actions sur le loup et les activités d'élevage à la directrice de la communication du ministère de la transition écologique et solidaire.
- 25 juin 2018 : Signature par le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet coordonnateur pour le loup et les activités d'élevage, le 25 juin 2018, d'un arrêté actualisant le nombre maximum de spécimens de loups (*Canis lupus*) dont la destruction est autorisée en 2018, le portant à 43 animaux, en application de l'arrêté du 19 février 2018 fixant le nombre maximum de spécimens de loups (*Canis lupus*) dont la destruction pourra être autorisée chaque année.
- 3 juillet 2018 : Participation au groupe de travail sur la protégeabilité des troupeaux face à la prédation.



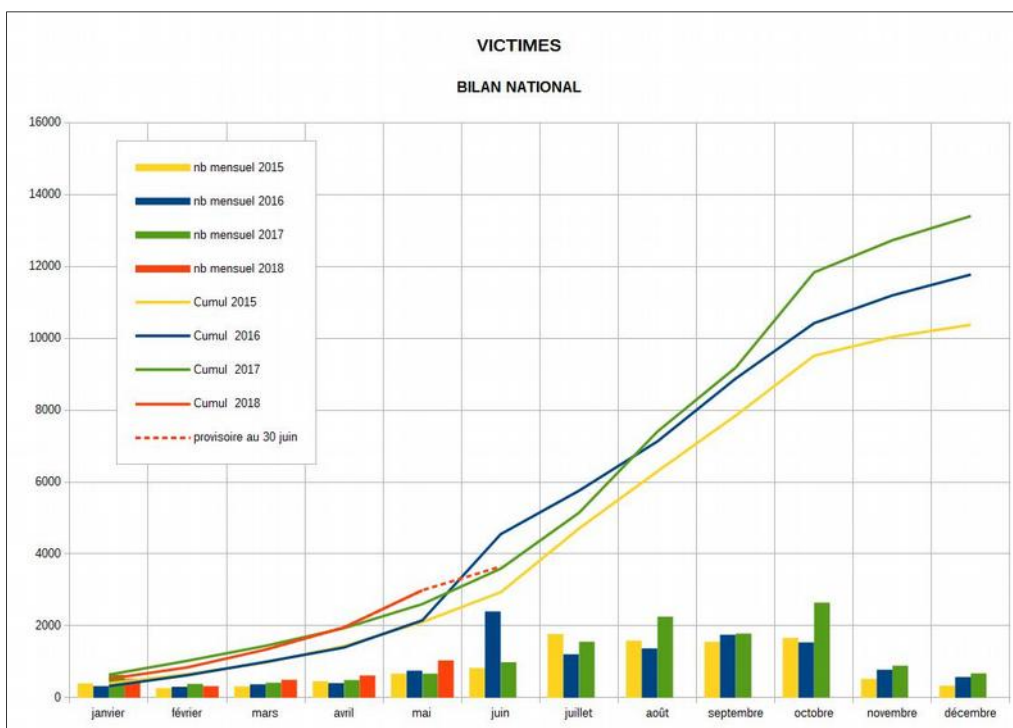
Coordination

Participation de la DREAL et de la DRAAF Auvergne-Rhône-Alpes coordonnatrices aux réunions locales

- 14 mai 2018 : Participation au comité départemental loup de l'Aveyron.
- 14 mai 2018 : Participation au comité départemental loup de la Loire.
- 16 mai 2018 : Participation au comité départemental loup des Alpes-Maritimes.
- 16 mai 2018 : Participation à la journée d'échanges sur le partage de l'espace naturel pastoral à Barcelonnette, Alpes-de-Haute-Provence.
Voir p. 9.
- 18 mai 2018 : Participation au comité départemental loup de la Meurthe-et-Moselle.
- 24 mai 2018 : Participation au comité départemental loup des Alpes-de-Haute-Provence.
- 28 mai 2018 : Participation au comité départemental loup de la Haute-Savoie.
- 31 mai 2018 : Organisation et animation de la journée régionale de présentation et de discussion autour des nouvelles dispositions du plan national d'actions sur le loup et les activités d'élevage 2018-2023 avec les départements de la région Bourgogne-Franche-Comté.
- 19 juin 2018 : Participation à une séance de travail présidée par le sous-préfet de Die autour d'un projet de plan d'expérimentation sur le périmètre du Parc naturel régional du Vercors.



Données sur les dommages



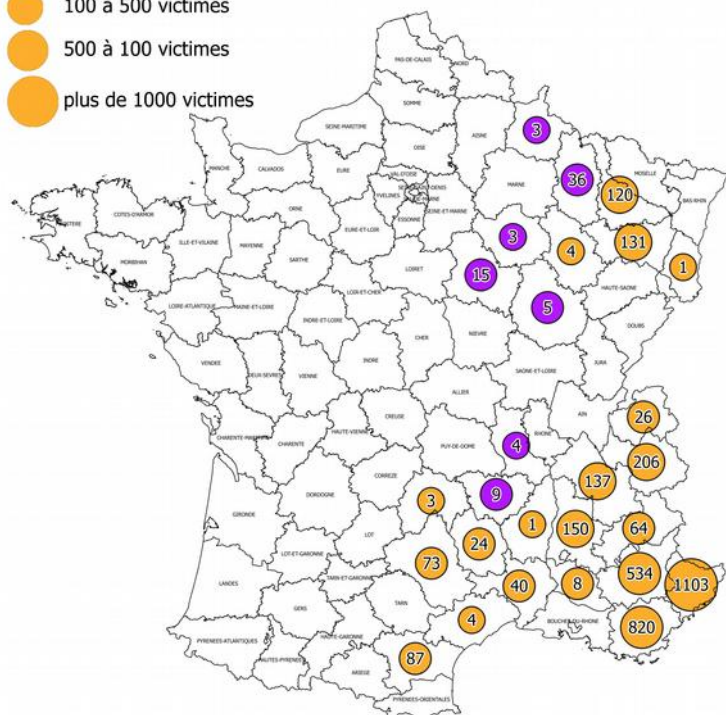
Victimes 2018 du 1er janvier au 30 juin

Extraction Géoloup du 5 juillet 2018

Nombre de victimes par département

- nouveau département ou sans attaque au 30 juin 2017
- 1 à 5 victimes
- 5 à 100 victimes
- 100 à 500 victimes
- 500 à 1000 victimes
- plus de 1000 victimes

Nombre total de victimes: 3591*



* Nombre de victimes constatées à l'exclusion des constats rejetés

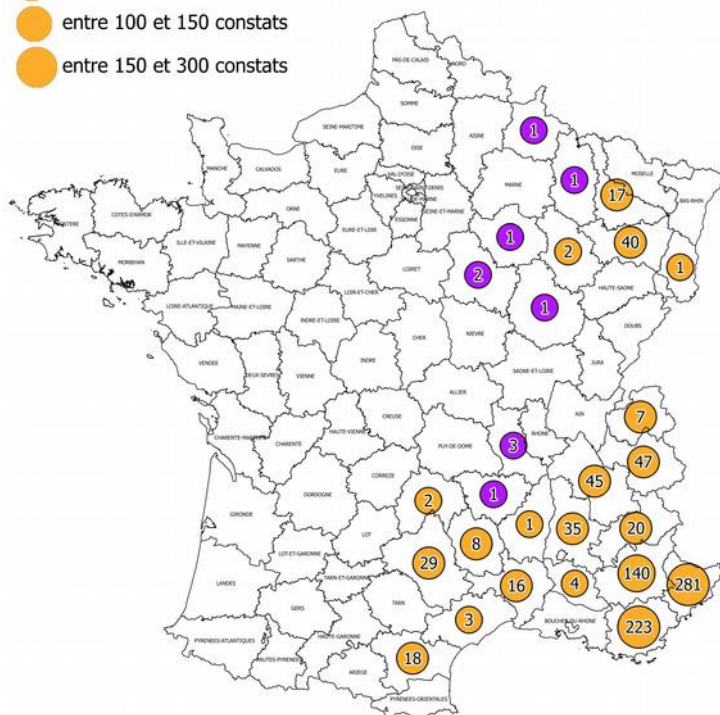
Constats de dommages 2018 du 1er janvier au 30 juin

Extraction Géoloup du 5 juillet 2018

Nombre de constats par département

- nouveau département ou sans constat en 2017 au 30 juin
- entre 1 et 5 constats
- entre 5 et 100 constats
- entre 100 et 150 constats
- entre 150 et 300 constats

Nombre total de constats: 935*



*Nombre total de constats à l'exclusion des constats rejetés

Protocole

Détail des opérations

- 25 mai 2018 : Une louve adulte a été abattue dans le cadre d'une opération de tir de défense renforcée organisée par la louveterie en Maurienne, département de la Savoie.
- 29 mai 2018 : Une louve adulte a été abattue par la brigade spécialisée de l'ONCFS, dans le cadre d'une opération de tir de défense renforcée organisée dans les pré-Alpes de Grasse, Alpes-Maritimes.
- 3 juin 2018 : Une louve adulte a été abattue dans le cadre d'une opération de tir de défense renforcée organisée par la louveterie en Maurienne, département de la Savoie.
- 6 juin 2018 : Un loup mâle adulte a été abattu dans le secteur du Haut-Var département des Alpes-Maritimes, d'un tir de défense simple réalisé par un lieutenant de louveterie.
- 12 juin 2018 : Une louve adulte a été abattue par la brigade spécialisée de l'ONCFS, dans le cadre d'une opération de tir de défense renforcée organisée en Vésubie, Alpes-Maritimes.
- 26 juin 2018 : Un loup mâle adulte a été prélevé dans le département des Alpes-de-Haute-Provence dans le cadre d'un arrêté de tir de défense simple réalisé par l'éleveur bénéficiaire de l'autorisation.

Dernière minute

- 2 juillet 2018 : Une louve adulte a été abattue par la brigade spécialisée de l'ONCFS, dans le cadre d'une opération de tir de défense renforcée organisée dans les Alpes-Maritimes.
- Une louve adulte a été abattue dans les Hautes-Alpes, dans le cadre d'une opération de tir de défense renforcée organisée par la louveterie.
- 8 juillet 2018 : Un loup mâle adulte a été abattu d'un tir de défense simple en Savoie.

Cela porte à 15 le nombre de spécimens décomptés du plafond de 43 fixé par l'arrêté préfectoral du 25 juin 2018 actualisant le nombre maximum de spécimens de loups (*Canis lupus*) dont la destruction est autorisée en 2018, le portant à 43 animaux, sans conséquence sur les autorisations de destruction en vigueur.

Cas de mort de cause indéterminée

- 19 avril 2018 : Le service départemental de l'ONCFS de l'Isère a pris en charge 2 cadavres de loups découverts dans le Massif du Vercors.
- 16 mai 2018 : Le service départemental de l'ONCFS de l'Isère a pris en charge 2 cadavres de loups découverts dans le Massif de Belledonne.
- 15 juin 2018 : Le service départemental de l'ONCFS de la Drôme a pris en charge 1 cadavre de loup découvert sur la montagne du Glandasse.

Zoom sur...

... la communication des DDT(M)

Les directions départementales des territoires (et de la mer) concernées par la présence du loup diffusent sur le site internet des services de l'Etat dans le département les informations relatives au plan national d'actions sur le loup et les activités d'élevage et à sa mise en oeuvre.

Le PUY-DE-DÔME

Illustration dans les nouveaux territoires avec le département du Puy-de-Dôme où suite à l'observation d'un loup le 24 février 2018 sur la commune de Chambon-sur-Lac, au col de la Croix Saint Robert, le Préfet a décidé de mettre en place la cellule départementale de veille telle que la prévoit le plan national d'actions 2018-2023 sur le loup et les activités d'élevage.

Retour sur l'observation de l'animal et sur la mise en place de l'instance départementale sur :

👉 [le site des services de l'Etat dans le Puy-de-Dôme.](#)



La lettre du Préfet n°33 – avril 2018

Mise en œuvre du plan national d'action loup dans le Puy-de-Dôme



Suite à l'observation d'un loup le 24 février 2018 sur la commune de Chambon sur Lac, au col de la Croix Saint Robert, le Préfet a décidé de mettre en place la cellule départementale de veille tel que le prévoit le plan national d'action sur le loup et les activités d'élevage, récemment validé pour la période 2018-2023.

Cette cellule s'est réunie pour la première fois en préfecture le 6 avril 2018.

En savoir plus > www.puy-de-dome.gouv.fr



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME

Les services de l'État dans le Puy-de-Dôme







Services de l'État | Politiques publiques | Actualités | Publications | Démarches administratives | Vous êtes ...

Accueil > Politiques publiques > Environnement, eau, prévention des risques > Préservation de la nature > Espèces protégées > **Mise en œuvre du plan national d'action loup dans le Puy-de-Dôme**

Espèces protégées

Mise en œuvre du plan national d'action loup dans le Puy-de-Dôme

Mise en œuvre du plan national d'action loup dans le Puy-de-Dôme

Article créé le 06/04/2018 par Préfecture

Mis à jour le 13/04/2018

Suite à l'observation d'un loup le 24 février 2018 sur la commune de Chambon sur Lac, au col de la Croix Saint Robert, le Préfet a décidé de mettre en place la cellule départementale de veille tel que le prévoit le plan national d'action sur le loup et les activités d'élevage, récemment validé pour la période 2018-2023.

Cette cellule s'est réunie pour la première fois en préfecture le 6 avril 2018. Elle rassemble les représentants des services de l'État et des établissements publics, du Conseil départemental, de maires, des professions agricoles et forestière, des Parcs naturels régionaux, des associations de protection de la nature, des représentants des chasseurs et des lieutenants de louveterie.

Cette cellule a vocation à faciliter l'échange d'informations et à favoriser une communication claire et large, afin d'éviter les rumeurs sur le sujet du loup.



Zoom sur...

... la communication des DDT(M)

Exemple dans le Gard où l'organisation mise en place dans le département ainsi que les actions qui y ont été lancées sont présentées sur :

👉 **le site des services de l'État dans le Gard**

Les comptes-rendus et diaporamas de chaque comité de veille y sont téléchargeables.

Les informations relatives aux formations de correspondants, à une analyse de vulnérabilité des élevages gardois, au financement des mesures de protection y sont également disponibles.

La page « Observations » fournit les numéros de téléphone à contacter en cas d'observation et en cas d'attaque sur un troupeau domestique.

La liste avec cartographie des indices et constats de dommages des années passées est téléchargeable.

Deux tableaux recensant les indices et les constats de dommages de l'année en cours sont actualisés régulièrement.



Le GARD

Contact

DDTM du Gard
service environnement forêt
89 rue Weber
CS 52002
30907 Nîmes cedex 2

Patrice BENOÎT
ddtm-sestgard.gouv.fr
04 66 62 65 16

Grands prédateurs

Mise à jour le 25/05/2015



Contexte national du loup

- Un bulletin et une lettre d'information pour connaître l'actualité
- Le loup, une arrivée naturelle en France depuis 1992
- L'élevage, une activité importante et traditionnelle en France
- Un plan national d'actions sur le loup et les activités d'élevage

Organisation mise en place dans le Gard

- Mise en place d'un comité de veille départemental
 - Intégration du Gard au réseau loup
 - Formation de correspondants loup
 - Réalisation d'une analyse de vulnérabilité
 - Zonage relatif aux mesures de protection des troupeaux contre la prédation
- #### Observations de lynx, de loup ou d'indices de leur présence

- Que faire en cas d'observation ?
- Que faire en cas d'attaque sur un troupeau domestique ?
- Etat des observations dans le Gard

- Fiches d'indices
- Constats de dommages

Organisation mise en place dans le Gard

Mise à jour le 30/05/2015

Un comité de veille départemental a été mis en place regroupant les différents acteurs concernés. Il s'est réuni le 1er juin 2010, le 3 octobre 2012, le 27 janvier 2014, le 23 juin 2015, le 9 novembre 2016 et le 13 décembre 2017. Plusieurs actions ont été lancées.

Mise en place d'un comité de veille départemental

Compte-tenu de l'évolution des populations de loup dans les départements limitrophes, un comité de veille gardois s'est mis en place en 2010. Il regroupe les différents acteurs concernés :

- la chambre d'agriculture du Gard, le service pastoralisme de la Chambre Régionale d'Agriculture, la fédération Gard-Lozère des groupements pastoraux, le syndicat ovin,
- la fédération des chasseurs,
- l'entente Causse-Cévennes,
- les experts scientifiques et techniques,
- les associations de protection de l'environnement,
- les établissements publics et services déconcentrés de l'État : **DRAAF**, **DREAL**, Parc National des Cévennes, **CNCS**, **loupveter**, **DDTM**.

Date	Objet	Compte-rendu	Présentation
1er juin 2010	Lors de cette réunion de mise en place du comité de veille, les référents nationaux présents ont exposé les déclinaisons du plan d'action national et ont apporté des réponses aux questions des acteurs locaux.		
3 octobre 2012	En raison des observations et attaques constatées en Lozère et en Ardèche en 2012 et devant l'inquiétude des éleveurs, les services de la DDTM du Gard ont jugé utile de réunir à nouveau le comité.		

Un bulletin et une lettre d'information pour connaître l'actualité

Deux documents sont régulièrement rédigés afin d'informer de l'actualité technique et réglementaire.

Bulletin loup du Réseau : Le bulletin loup du Réseau a pour objectif premier d'assurer le retour d'information de l'ensemble du travail collectif vers les observateurs de terrain. Il assure également une information générale sur le suivi de l'espèce en France à destination d'un public plus large.

Info Loup : La lettre d'information sur le loup a quand à elle l'objectif d'apporter un éclairage sur les dispositifs ou les points d'actualité relatifs à ce sujet.

Le loup, une arrivée naturelle en France depuis 1992

Au début des années 1990, le loup est revenu naturellement en France depuis l'Italie par les Alpes Maritimes. Progressivement il a colonisé le massif alpin français. Depuis quelques années, des individus progressent vers d'autres massifs : Massif Central, Pyrénées, et plus récemment, Jura et Vosges. Les tests génétiques réalisés ont pu prouver qu'ils étaient de souche italienne (y compris ceux des Pyrénées Orientales).



Que faire en cas d'observation ?



Promeneurs, agriculteurs, naturalistes, chasseurs, automobilistes, forestiers, Observations visuelles, empreintes, pistes, cadavres, restes de proies,

VOICI UNE PLAQUETTE POUR VOUS PERMETTRE DE CONTACTER RAPIDEMENT UN CORRESPONDANT RÉSEAU :

> Plaquette réseau loup - format : PDF - 0,28 Mb



Coordonnées du service départemental du Gard de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage :

04 66 62 91 10
19bis avenue du Général Camille Martin
30190 LA CALMETTE
sd30@oncfs.gouv.fr

Que faire en cas d'attaque sur un troupeau domestique ?

Chiens de protection

Formation



© P. MERY – DDT des Hautes-Alpes

Neige, patou de l'éleveur Lionel AMAT à la station de Superdévoluy avec en fond, le pic de Bure.

Formation dans le Dévoluy

Le 24 et 25 mai s'est déroulée dans le Dévoluy une formation consacrée à la mise en place de chiens de protection dans les exploitations agricoles.

Les formateurs étaient Magali Allard et Vincent Ducomet du réseau technique national mise en place par l'IDELE.

Les stagiaires étaient originaires des Alpes de Haute-Provence, du Vaucluse, de l'Isère et des Hautes-Alpes. Certains dirigent des exploitations en rythme de croisière, d'autres étaient nouvellement installés ou en phase d'installation.


Les échanges ont été fructueux notamment avec les stagiaires ayant eu une mauvaise expérience avec le chien de protection ou ayant l'impression d'avoir "raté" leur mise en place.

Magali Allard a exposé les aspects liés à l'exploitation, en insistant sur l'importance de la méthode de mise en place du chien de protection. De son côté, Vincent Ducomet a développé le volet comportemental des chiens de protection, en expliquant leurs caractéristiques mentales et physiques et leur aptitude à la protection. Leur expérience et leurs connaissances leur ont permis de donner aux participants les principales recommandations sur l'origine des chiens, l'intégration dans le troupeau, la sociabilisation avec les humains.

Jérôme Patrouiller et Pascal Mery représentant respectivement la DDT de l'Isère et des Hautes-Alpes étaient présents.

La mise en place du réseau technique sur les chiens de protection financé par le Ministère de l'agriculture et animé par l'IDELE (ex Institut de l'Elevage) se poursuit.

Des formations-test ont été organisées dans les départements des Alpes-de-Haute-Provence et de la Savoie.

Voir  [InfoLoup n° 17, 19, 21.](#)

Chiens de protection

Information dans les Alpes-de-Haute-Provence



Présidée par Carine ROUSSEL, sous-préfète de Barcelonnette, la journée a été ouverte par les déclarations de Serge DELAYE, président du CDOS 04, Sophie VAGINAY RICOURT, présidente de la CCVUSP et conseillère départementale et Roger MASSE, maire de La Bréole et conseiller départemental.

Journée d'échanges sur le partage de l'espace naturel pastoral dans les Alpes-de-Haute-Provence

Pour faire mieux connaître la réalité et les intérêts du pastoralisme aux encadrants d'activités de pleine nature et prévenir ainsi les éventuels conflits, une journée d'échanges a été organisée le 16 mai dernier par le Comité départemental olympique et sportif (CDOS), la Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSP), et le Conseil départemental des Alpes-de-Haute-Provence avec le soutien de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes dans le cadre du plan national d'actions sur le loup et les activités d'élevage.

Les participants ont ainsi pu découvrir ou mieux comprendre l'alpage, son écosystème et les enjeux environnementaux qui le caractérisent, le pastoralisme en région PACA, le métier et la vie de berger ainsi que le rôle des chiens de protection.

Les échanges fructueux ont porté sur le partage des alpages et de l'espace rural.

Cette journée a été l'occasion d'établir le dialogue et d'explorer les pistes de réflexion pour une cohabitation sereine et respectueuse entre pastoralisme et activités de pleine nature et trouver des solutions pour mieux vivre ensemble.

En partenariat avec



Retrouvez cette actualité sur  [le site de la Chambre d'agriculture Provence-Alpes-Côte d'Azur.](#)

Chiens de protection

Information dans les Alpes-Maritimes



© Jaël Benitah

Information sur le thème des chiens de protection à destination des acteurs des territoires pastoraux dans les Alpes-Maritimes

Le 15 juin 2018, la réunion d'information sur le thème des chiens de protection organisée par la direction départementale des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes a rassemblé 70 personnes. Cette rencontre a été l'occasion, pour les différents participants, acteurs du territoire (PNR, PNM, ONF, ONCFS, Gendarmerie, agents du Département (service randonnée, balisage et entretien des sentiers), associations de randonnée, accompagnateurs en montagne, Communes, Communauté de communes, Offices de tourisme...) de comprendre l'histoire et les caractéristiques physiques et mentales des chiens de protection. Ils ont pu également s'initier au comportement à adopter en leur présence.

L'animation de cette conférence était assurée par Jean-Marc Landry, éthologue spécialiste des chiens de protection des troupeaux.



© Mathieu BARRETEAU – DDTM des Alpes-Maritimes

Le chien de protection est une des clefs de voûte de la protection des troupeaux contre la prédation du loup, aujourd'hui largement généralisée dans les Alpes-Maritimes.

Environ 400 individus sont présents dans le département. La cohabitation avec les usagers des espaces naturels peut poser certaines difficultés et des incidents sont signalés chaque année. Une veille en lien avec la gendarmerie permet d'identifier les situations à problème.

Tous les incidents ne sont cependant pas imputables aux seuls chiens de protection.

La méconnaissance de leur rôle et de leurs réactions de la part du grand public, peut parfois en être la cause. Conseils et solutions dans certaines situations peuvent limiter ces incidents.

Juridique

- Par jugement sur le fond du 9 mai 2018, le **tribunal administratif de Nancy** a annulé :
 - ✓ l'arrêté du 1^{er} décembre 2016 par lequel les préfets de Meurthe-et-Moselle et des Vosges avaient ordonné la réalisation d'un tir de prélèvement d'un loup pendant la durée d'un mois sur 25 communes de Meurthe-et-Moselle et 35 communes des Vosges et a condamné l'Etat à verser 1 200 euros à l'association pour la protection des animaux sauvages (ASPAS), à l'association One Voice, à l'association Ferus, à l'association de secours et de placement des animaux Vosges (ASPA), à l'association Flore 54 et à l'association Oiseaux Nature ;
 - ✓ quatre arrêtés du 1^{er} décembre 2016 par lesquels les préfets de Meurthe-et-Moselle et des Vosges ont conjointement ordonné la réalisation de tirs de défense renforcée de loups sur des communes de Meurthe-et-Moselle et des Vosges et a condamné l'Etat à verser 1 200 euros à l'association pour la protection des animaux sauvages (ASPAS), à l'association One Voice, à l'association Ferus, à l'association de secours et de placement des animaux Vosges (ASPA), à l'association Flore 54 et à l'association Oiseaux Nature.
- Par jugement du 24 mai 2018, le **tribunal administratif de Grenoble** a annulé l'arrêté du 19 août 2016 par lequel le préfet de l'Isère avait ordonné une opération de tirs de prélèvements renforcés de trois loups en vue de la protection des troupeaux domestiques sur les zones dites du Trièves / zone des Balcons Est du Vercors et du Jocou et a condamné l'Etat à verser à l'association pour la protection des animaux sauvages, à l'association One Voice et à l'association Ferus une somme globale de 1 200 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.
- Par ordonnance du 25 juin 2018, le **tribunal administratif de Toulouse** a suspendu l'exécution de la décision prise par le préfet de l'Aveyron le 20 avril 2018, autorisant des tirs de défense renforcée en vue de la protection contre la prédation du loup jusqu'à ce qu'il soit statué au fond sur la légalité de cet arrêté et a condamné l'Etat à verser à l'Association pour la protection des animaux sauvages (ASPAS) la somme de 600 euros.

Suivi

Dernière minute

- Hybridation de la population de loups en France : l'ONCFS assume les méthodes avec lesquelles il travaille.

Voir  le [communiqué de presse de l'ONCFS](#) du 3 juillet 2018.

- Détection par l'ONCFS d'un loup présent en Lozère qui serait apparenté à des loups de lignée balte.

Voir  le [communiqué de presse de l'ONCFS](#) du 29 juin 2018.

Situation du loup sur le territoire national : le suivi hivernal du réseau loup/lynx de l'ONCFS fait état d'un effectif moyen de 430 individus

Le réseau Loup/Lynx de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) a publié le bilan du suivi hivernal de la population de loups en France pour l'hiver 2017/2018 :

- effectif évalué à environ 430 individus (intervalle de prédiction : 387-477) soit un taux de croissance annuel de près de 20% ;
- 74 zones de présence permanente (ZPP) dont 57 sont désormais constituées en meutes (à partir de trois individus ou avec une reproduction avérée) ;
- 15 ZPP qui ne sont pas constituées en meute (animal seul ou couple).

En savoir plus, téléchargez
le communiqué de presse
sur :

 [le site de l'ONCFS](#)

Directrice de la publication : Françoise NOARS

Rédaction : DREAL et DRAAF Auvergne Rhône-Alpes

Réalisation (rédaction, mise en forme) : Dominique GENTIER - Communication plan loup - DREAL Auvergne Rhône-Alpes
DREAL Auvergne Rhône-Alpes, 5 place Jules Ferry, 69006 Lyon

Pour consulter les anciens numéros de la lettre InfoLoup
 www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr